



La Commune



Meeting pour la levée de l'état d'urgence du 23 janvier 2016 : L'intervention de Wladimir Susanj

Intervention de Wladimir Susanj, Secrétaire général du syndicat CGT des Archives de France



Chers amis, chers camarades,

Tout d'abord, ceci : l'état d'urgence n'est pas l'arbre qui cache la forêt de l'Etat Policier, c'est l'Etat policier lui-même, en chair et en os ! Oui, le chien de garde est monté sur la table.

Cet état d'urgence a été prémédité par le Premier ministre, dès janvier 2015.

L'état d'urgence était donc en gestation lorsque la police brutalisait les avocats en grève et rassemblés devant le Palais de justice de Lille.

Il était à l'étude lorsque les 5 d'Air France ont été arrêtés à l'heure du laitier, pour avoir déchiré la chemise d'un DRH dégraisseur et mercenaire d'entreprise. Lorsque des ministres sont intervenus pour qu'ils soient condamnés, dictant par avance leur verdict à une Justice qui se voulait encore « indépendante ».

Lorsque, pour faire passer une loi scélérate, la loi Macron, le gouvernement dégainait le 49-3.

Un état d'urgence dont l'une des conséquences collatérales est la condamnation à la prison ferme de salariés, ceux de Goodyear qui étaient en état de légitime défense. A la demande expresse de celui qui en 2012 leur avait promis son soutien, François Hollande. La forfaiture est permanente.

Peut-on combattre des monstres criminels en bafouant les droits démocratiques les plus simples, en muselant la population ? En aucun cas ! Aucune mesure antidémocratique ne les arrêtera, bien au contraire. Aucun couvre-feu ! Aucune perquisition à l'aveugle ! Aucune assignation à résidence administrative ! Aucune rafle de manifestants pacifiques !

Au travers des centaines et des centaines de perquisitions arbitraires, d'assignations à résidence injustifiées et injustifiables, d'interdictions de rassemblements et de manifestations, d'agressions policières contre des manifestants sans défense, il est clair que toute la population est désormais suspecte, que chacun d'entre nous peut être perquisitionné sur de simples dénonciations anonymes, pour rien ! Ça c'est l'Etat policier, non pas tel qu'on l'imagine, mais tel qu'il existe en réalité,

maintenant, sous nos yeux !

Ceux qui ont voté cet état d'urgence et ceux qui se sont dit que ce n'était pas LA question de l'heure ont-ils cru qu'il pourrait y avoir un bon état d'urgence, un état d'urgence juste, un état d'urgence à visage humain ?

La réponse est dans les articles de la loi votée par une quasi-unanimité de parlementaires : en bloc et en détail, l'état d'urgence nous place dans la salle d'attente de la dictature pure et simple. « Les conséquences d'un acte sont incluses dans l'acte lui-même » disait Georges Orwell (1984) ; comme l'ont très bien compris les 6 députés qui ont voté contre et, du même coup, sauvé l'honneur du mouvement ouvrier et démocratique.

L'état d'urgence, c'est l'Etat policier qui se dresse contre les syndicats indépendants, contre le Code du travail, contre les chômeurs. Contre les fonctionnaires, y compris les policiers. Contre les travailleurs hospitaliers, les enseignants. Contre les ouvriers des industries privées soumis au chantage à l'emploi et à toutes les mesures de licenciements, de harcèlement, de violence sociale patronale et gouvernementale.

Son but : priver les salariés des moyens de défense collective, les mettre au pas et mettre les syndicats au garde-à-vous.

Aucun syndicaliste ne peut faire comme si c'était indifférent à la vie syndicale ou comme si on pourrait « faire avec ». Les syndicalistes comptent parmi les cibles vivantes de l'état d'urgence.

Face à cet état des choses, un front du refus se lève et se renforce chaque jour. Dans ce front du refus, il y a place pour nos confédérations, fédérations, union départementales syndicales, plus que concernées : elles sont visées dans leur raison d'être qui est l'action collective.

Un front du refus avec un cri de ralliement et un seul : levée immédiate de l'état d'urgence !

Modifié le dimanche 24 janvier 2016

Voir aussi dans la catégorie France

La formation professionnelle en miettes - Première partie

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... >>

Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... » >>

Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... >>

Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) >>

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence

.....
policrière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves,... >>
